



L'aide suisse au développement, Nestlé et la privatisation de l'eau

Par [Franklin Frederick](#)

Mondialisation.ca, 01 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Thème: [Environnement](#), [Transnationales](#)

En février dernier, le Gouvernement de la Suisse annonçait la création d'une fondation à Genève

((https://www.swissinfo.ch/eng/foundation-for-the-future_switzerland-moves-to-boost-international-geneva/44771548), nommée « Geneva Science and Diplomacy Anticipator » (GSDA). Le but de cette nouvelle fondation est de réguler les nouvelles technologies, depuis les drones jusqu'aux voitures automatiques en passant par l'ingénierie génétique, comme l'évoquait à titre d'exemples le ministre des Affaires Etrangères Suisse Ignazio Cassis lors du lancement public de cette initiative.

Selon M. Ignazio Cassis, les nouvelles technologies se développent très rapidement et cette fondation doit « anticiper » les conséquences de ces avancées sur les plans politique et sociétal. La GSDA se veut également un pont entre les communautés scientifiques et diplomatiques, d'où son emplacement stratégique à Genève, qui accueille déjà plusieurs organisations internationales, de l'ONU à l'OMC.

Le Département suisse des affaires étrangères contribuera à hauteur de 3 millions de francs suisses -l'équivalent d'un peu plus de 3 millions de dollars- à la Fondation dans sa phase initiale entre 2019 et 2022. La ville et le canton de Genève contribueront chacun avec 300 000 FS durant la même période et des contributions privées sont également attendues. L'ancien PDG de Nestlé, Peter Brabeck-Letmathe a été choisi pour présider cette nouvelle fondation. Le vice-président en sera Patrick Aebischer, l'ancien président de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL). Patrick Aebischer a également été membre du Comité de Pilotage des Sciences de la Santé de Nestlé depuis 2015, comité fondé en 2011 par Nestlé et hébergé sur le campus de l'EPFL.



La nouvelle fondation vise à réunir les communautés diplomatiques et scientifiques dans la Genève internationale (Keystone). Source : [swissinfo.ch](https://www.swissinfo.ch)

Le choix de Peter Brabeck et de Patrick Aebischer -qui ont tous deux d'étroites connexions avec Nestlé- pour diriger cette nouvelle fondation suit une logique très claire : il traduit la reconnaissance du pouvoir des entreprises au sein du gouvernement suisse. Un ancien PDG de Nestlé est, par définition et sans conteste, compétent pour promouvoir une telle

initiative. Le choix de Peter Brabeck est un autre exemple d'un « partenariat » toujours plus prononcé entre les gouvernements et les grandes corporations internationales, ce qui favorise l'établissement d'une oligarchie internationale d'entreprises prenant graduellement davantage de pouvoir dans les démocraties occidentales. Il est documenté que Peter Brabeck, en tant que PDG de Nestlé, a combattu les régulations étatiques. Le cas le plus évident a été démontré lors des efforts de régulation du marché de lait en poudre pour nourrissons. Le conflit entre Nestlé, sous la direction de Brabeck, et la International Baby Food Action Network (IBFAN) a pris alors un caractère public.

Mais le plus ironique -et le plus dangereux- tient à ce que le choix de Peter Brabeck à la présidence de cette fondation indique le vrai objectif de la GSDA : éviter toute forme de régulation par le gouvernement qui imposerait des limites aux profits des entreprises privées générés par les avancées technologiques. On imagine mal cette fondation demain protéger la sphère publique et l'environnement de menaces écologiques dues à de nouvelles avancées technologiques. Au contraire, le choix de Brabeck montre que l'objectif premier de cette fondation est de défendre et soutenir le secteur privé.

L'on peut attendre de cette Fondation des propositions visant à une auto-régulation du secteur privé en cas de conflits trop visibles, ce qui est tout sauf efficace. Du fait que cette fondation est à l'initiative du gouvernement Suisse – sans doute après des discussions avec le secteur privé – et qu'elle est située à Genève, elle prendra une énorme influence. Les mouvements sociaux organisés devraient suivre de très près les futurs premiers pas de cette fondation, qui peut devenir une menace sérieuse pour la démocratie.

Quelques mois à peine après le lancement de cette nouvelle fondation, le gouvernement Suisse a annoncé que Christian Frutiger, actuel Directeur des Affaires Publiques de Nestlé, sera nommé vice-président de l'agence Suisse pour le Développement et la Coopération (DDC), agence responsable de la mise en œuvre de la stratégie de politique extérieure de la Confédération Suisse dans le domaine des projets d'aide humanitaire, du développement global et régional et la coopération.

Encore un exemple de la collaboration croissante entre le secteur privé et le gouvernement, mais cette fois dans un domaine bien plus sensible : l'aide au développement et la coopération.

Et cet exemple montre aussi l'influence et la présence grandissante de Nestlé au sein du gouvernement suisse. Cette influence n'est ni neuve, ni récente, et il est important de rappeler que la DDC a soutenu y compris financièrement la création du Water Resources Groupe (WRG), l'initiative de Nestlé, Coca-Cola et Pepsi pour la privatisation de l'eau. Rappelons aussi que le directeur de la DDC est lui-même membre du conseil d'administration du WRG. La contradiction entre le fait que la Suisse ait un des meilleurs services publics sanitaires et de distribution de l'eau au monde, mais que les impôts des citoyens suisses servent à soutenir la privatisation de l'eau dans d'autres pays, ne semble pas être un problème pour la DDC.

Le budget de la Suisse pour la coopération internationale sur la période 2017-2020 est d'environ 6.635 milliards de francs – soit un peu plus de 6.730 milliards de dollars. En tant que directeur adjoint, Christian Frutiger aura une influence certaine sur les décisions d'attribution d'une bonne partie de ce budget. Plus important, il sera directement responsable de la division « Coopération Globale » de la DDC et du programme EAU. Christian Frutiger a démarré sa carrière chez Nestlé en 2007 en tant que directeur des

affaires publiques, après avoir travaillé à la Croix Rouge Internationale. En 2006, la marque d'eau en bouteille « Pure Life » de Nestlé est devenue la plus rentable du groupe et en 2007, avec l'achat par Nestlé des sources minérales Henniez S.A, Nestlé est devenue la société leader de l'eau en bouteilles sur le marché Suisse. En 2008, seulement 10 ans après son lancement, Pure Life est devenue la marque d'eau en bouteille la plus vendue au monde. Dans ce contexte, il était tout naturel que le travail de Christian Frutiger chez Nestlé se concentre sur le thème de l'eau.

En 2008 a éclaté en Suisse le scandale de l'espionnage par Nestlé. Un journaliste de la Télévision Suisse Romande (TSR) a dénoncé dans une émission l'embauche de la Firme SECURITAS pour infiltrer avec des espions les groupes suisses critiques des agissements de Nestlé, en particulier ATTAC. Des faits avérés d'espionnage ont eu lieu entre 2002 et 2003, cependant il existe les preuves d'une surveillance jusqu'en 2006. ATTAC a lancé des poursuites contre Nestlé et SECURITAS et en 2013 la justice Suisse a condamné Nestlé pour avoir organisé cette opération, l'implication d'au moins quatre directeurs de la compagnie ayant été reconnue.

Le fait que Nestlé ait organisé une action d'espionnage illégale en Suisse et que l'entreprise ait été condamnée n'a eu, contrairement aux attentes, aucune influence sur ses relations avec la Confédération et en particulier sur la DDC. Personne n'a demandé à M. Brabeck, alors PDG de Nestlé, ce qu'il fallait attendre de son entreprise dans des pays jouissant de moins de garanties démocratiques que la Suisse.

Infiltrer des agents sous une fausse identité pour espionner ATTAC est, pour le moins, une faute grossière d'éthique. Mais il semble que « l'éthique » n'était pas un critère pour la DDC au moment d'embaucher Christian Frutiger. Celui-ci tout au long de cet épisode scandaleux d'espionnage, a gardé le silence, n'a jamais présenté d'excuses envers les personnes espionnées par son employeur et a tout fait pour éviter des effets délétères sur la réputation de l'entreprise. En d'autres mots, il a démontré une complicité certaine avec le manque d'éthique de son employeur.

Mais la nomination de M. Frutiger en tant que vice-président de la DDC pointe des problèmes plus profonds et de portée plus grave, particulièrement concernant le sujet de l'eau, et il me semble clair que son choix à cette position a tout à faire avec ce sujet. Les nominations de Brabeck et de Frutiger révèlent les liens entre le secteur privé et le gouvernement suisse pour approfondir les politiques de privatisation -notamment de l'eau- et le pouvoir des corporations sur le gouvernement Suisse. Mais cette articulation vise plus haut encore : elle prendra place avant tout au niveau des agences internationales présentes à Genève, dont Frutiger sera le premier contact. Les nouvelles fonctions de Frutiger et de Brabeck indiquent à quel point la transnationale organise et articule consciemment sa place au niveau du gouvernement pour s'assurer que ses exigences et son agenda politique soient respectés.

En face de tout cela, il n'y a pas grande réaction à attendre de la plus grande partie des ONG en Suisse, dans la mesure où la plupart d'entre elles sont subventionnées par la DDC, ce qui explique le profond silence qui entoure Nestlé dans ses actions en Suisse. Un récent exemple de ce silence a été donné au Brésil lors du Forum Mondial de l'Eau qui se tenait à Brasilia en mars 2018. Dans la mesure où ce forum est d'abord celui des grandes compagnies privées, Nestlé et le WRG étaient présents dans le pavillon Suisse officiel, aux côtés d'organisations comme HELVETAS, HEKS/EPER et Caritas Suisse, trois des plus grandes agences privées suisses de développement, toutes financées par la DDC.

HEKS/EPER -qui sont des abréviations allemandes et françaises- est lié à l'Eglise Protestante de Suisse, et Caritas à l'Eglise Catholique. Durant ce forum, 600 femmes du Mouvement des Sans-Terre ont occupé les locaux de Nestlé à Sao Lourenço, Minas Gerais, durant quelques heures, afin d'attirer l'attention sur les problèmes causés par la compagnie et l'industrie de l'embouteillage. Aucune de ces organisations suisses n'a exprimé de solidarité envers le Mouvement des Sans-Terre, aucune n'a condamné les pratiques de Nestlé, pas plus qu'elles n'ont mentionné à leur retour en Suisse cette action des femmes Sans-Terre. Pourtant HEKS/EPER et Caritas proclament lutter pour le droit humain à l'eau et « soutenir » des mouvements sociaux -du moins tant qu'il ne s'agit pas de se dresser contre Nestlé. A Sao Lourenço comme dans beaucoup d'autres endroits au Brésil, il y a des problèmes avec l'exploitation par Nestlé de l'eau et des mouvements citoyens pour protéger la ressource. HEKS/EPER a un bureau au Brésil mais n'a jamais approché les groupes qui luttent contre Nestlé au Brésil.

La DDC ne considère pas les problèmes de Nestlé au Brésil et ailleurs comme des motifs suffisants pour ré-évaluer son partenariat avec la compagnie. Il y a des cas très bien documentés montrant les problèmes liés à l'embouteillage et à l'extraction de l'eau aux EUA, au Canada, en France, des pays considérés comme des démocraties solides. Ce qui est commun entre tous ces pays, c'est la posture des gouvernants qui prennent toujours le parti de la multinationale contre leurs propres citoyens. Dans la ville de Vittel en France, la situation est absurde : les études menées par les agences publiques indiquent que la nappe phréatique de laquelle la population tire son eau et que Nestlé embouteille sous l'étiquette « Bonne Source » est en train de s'assécher rapidement La nappe n'est plus en état de supporter les besoins à long terme des habitants et ceux de la transnationale. La solution proposée par les pouvoirs publics ? Construire un pipe-line de 50km de long pour chercher l'eau destinée aux habitants dans la région voisine de Vittel -laissant Nestlé libre d'exploiter seul les eaux de la nappe !

Dans le comté de Wellington, au Canada, un groupe appelé les Wellington Water Watchers (les gardiens de l'eau de Wellington) a été créé pour contrer Nestlé, qui bénéficie de l'aide du gouvernement local pour renouveler régulièrement son autorisation de prélèvement dans la nappe. Au Michigan, aux EUA, le problème est le même. Rien de tout cela ne semble embarrasser le gouvernement Suisse, la DDC ou Christian Frutiger. Encore une fois, si de tels problèmes arrivent dans ces pays, qu'en est-il des autres pays bien plus fragiles du point de vue de leur organisation politique et sociale ? En tant qu'actuel Responsable des relations Publiques de Nestlé, Frutiger a fait de son mieux pour ignorer complètement les problèmes créés par ses employeurs dans de nombreux pays.

Au moment d'écrire ces lignes, l'Europe est frappée par une vague intense de chaleur. Dans certaines régions en France l'eau est rationnée, et de nombreux incendies frappent les forêts. De grandes villes comme Paris souffrent des hausses de température records, et le manque d'eau ne fait qu'augmenter. En parallèle, les glaciers fondent et l'eau devient de plus en plus rare. Les eaux de sous-sol, en grande partie composées d'eaux fossiles, représentent une réserve importante pour le futur et doivent être préservées. Mais l'avidité des compagnies d'embouteillage comme Nestlé les amène à acquérir toujours plus de sources d'eau. Ce scénario est le même partout sur la planète, et les eaux non polluées ne cessent de tomber entre les mains des entreprises. Au Brésil sous le gouvernement de Bolsonaro, la situation est encore plus grave, avec un ministre de l'Environnement dont la tâche est de faciliter l'acaparement des ressources naturelles par des capitaux étrangers. Il est important de se souvenir que l'actionnaire principal du groupe AMBEV est le citoyen

suisse-brésilien Jorge Paulo Lemann, qui bénéficie d'excellents circuits de communication avec le gouvernement Suisse. AMBEV est également membre du WRG qui a récemment ouvert son premier bureau au Brésil pour aider dans la privatisation de la SABESP, la compagnie publique de l'eau dans l'état de Sao Paulo.

Ce qui se passe en Suisse est juste la partie émergée de l'iceberg -la partie visible d'une articulation internationale entre les grosses corporations, et la captation de l'espace public au bénéfice des décisions politiques de l'oligarchie mondiale des corporations. Nous devons être vigilant.es et bien organisé.es pour défendre nos eaux, notre Terre et notre société contre l'attaque des corporations contre le Bien Commun.

Franklin Frederick

Article publié initialement en anglais :



[Nestlé and the Privatization of Water](#), le 27 août 2019

Traduction : François Schmitt

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)
Copyright © [Franklin Frederick](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Franklin Frederick](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca